



Octobre 2009 - N° 77

Conjoncture économique en Loir-et-Cher

Résultats de l'enquête menée entre le 25 septembre et le 11 octobre 2009

Analyse réalisée sur la base de 146 réponses exploitables

En mai dernier, la **Chambre de Commerce et d'Industrie** de Loir-et-Cher et l'**Observatoire**, en **partenariat avec le Conseil général**, avaient décidé de réaliser une enquête rapide de conjoncture afin de pallier l'insuffisance des informations disponibles au niveau local sur l'impact de la crise économique et financière. Le succès de la première édition a conduit à renouveler l'expérience, en enrichissant le questionnaire sur quelques points (relations avec les banques, délais de règlement...). Environ **1 400 entreprises** de l'industrie, de la construction, des services et du commerce de gros ont été sollicitées entre le 25 septembre et le 11 octobre 2009. 173 responsables se sont connectés au site Internet dédié à cette enquête et 146 réponses ont pu être exploitées. Bien qu'un peu inférieur à celui de l'enquête précédente, le **taux de retour** est de nouveau important (**11 %**). Les entreprises correspondantes emploient environ **5 600 salariés**.

Les résultats de cette enquête laissent un **sentiment mitigé**. Les indicateurs ne vont pas tous dans le même sens et les divergences entre secteurs et, au sein de ceux-ci, entre les entreprises, sont patentées. Le point le plus marquant est la **nette détérioration de la situation dans les services**, qui apparaissent relativement épargnés dans l'enquête de mai : recul des chiffres d'affaires, perte de clientèle, difficultés financières sérieuses.

Dans **l'industrie**, l'**effritement d'activité** apparaît **plus modéré** qu'au printemps ; les parts de marché ont été maintenues en proportion plus importante que précédemment, y compris à l'export. La situation reste toutefois morose, se traduisant en particulier par des reports d'investissements. On note également, contrairement au printemps, un frein aux activités de recherche et d'innovation.

Une **amélioration** semble se faire jour dans la **construction**, avec des chiffres d'affaires en augmentation dans une entreprise sur 5.

Des **difficultés financières**, jugées assez souvent sérieuses, se font sentir. Le commerce de gros fait toutefois exception. Les **relations avec les banques** ont dans l'ensemble été **peu altérées**.

Les **délais de paiement** aux fournisseurs n'ont été que rarement allongés, tandis que près de la moitié des dirigeants ont observé que les clients réglent leurs factures moins rapidement qu'auparavant.

Les **effectifs permanents** sont globalement maintenus.

Ils reculent davantage dans l'industrie et la construction. Simultanément, le recours aux **salariés non permanents** est nettement **plus répandu** qu'en mai. De surcroît, les **effectifs de ces derniers se sont accrus** dans un nombre non négligeable de cas, en particulier dans la construction et l'industrie ; il convient cependant de signaler que la période estivale est propice à ce type de recrutement (remplacement de congés, saisonnalité touristiques notamment). Signalons toutefois que la baisse de ces effectifs reste plus fréquente.

Très faible visibilité des chefs d'entreprise

L'**évolution pour les prochains mois** ne semble **guère facile à cerner**. Dans la conjoncture actuelle plus encore qu'auparavant, la plupart des chefs d'entreprise n'ont de visibilité qu'à très court terme. Ainsi, le niveau des commandes à 6 mois inquiète une grande majorité des responsables. C'est aussi le cas, mais dans une moindre mesure pour les **cartons à 3 mois**, tous secteurs confondus. Il s'agit néanmoins de la question pour laquelle les **divergences entre activités** sont les plus **marquées** : cartons étoffés pour 9 entreprises sur 10 dans la construction, tandis que les **2/3 des industriels les jugent inquiétants**. En parallèle, on anticipe une **nouvelle réduction d'activités** dans 4 entreprises sur 10. Le sentiment général des responsables est d'ailleurs partagé. On compte **un peu plus d'optimistes que de pessimistes**, en particulier dans la construction, le commerce et les petites unités, mais le pessimisme l'emporte toujours dans l'industrie et les grands établissements. **Beaucoup de responsables ne se prononcent pas**.

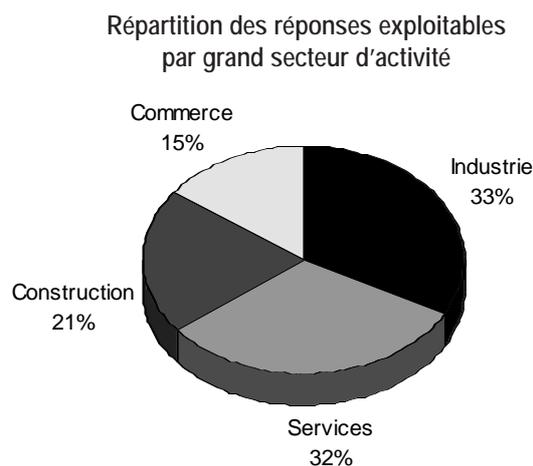
S O M M A I R E

146 réponses exploitables	2	Un recours aux salariés non permanents plus important qu'au printemps	7
Répartition par activité	2	Les mesures de chômage partiel rarement mises en œuvre par les répondants	8
Répartition par taille	2	Les politiques d'innovation un peu plus impactées qu'au printemps	8
Les évolutions récentes	3	Les prévisions pour les prochains mois	9
Contraction d'activité dans plus de 2 entreprises sur 3	3	Des prévisions d'activité encore moroses dans l'industrie, meilleures dans la construction	9
La moitié des établissements ont perdu des clients	3	Le maintien des effectifs permanents toujours d'actualité	10
Des difficultés financières plus marquées dans les services	4	Vers moins de personnel temporaire ?	10
Des relations quasiment inchangées avec les banques	4	Pessimisme persistant dans l'industrie, mais beaucoup d'expectative	11
Une évolution modérée des délais de règlement	5		
Peu d'entreprises exportatrices parmi les répondants	6		
Des investissements différés dans l'industrie et les services	6		
Les effectifs permanents en baisse dans près d'un quart des entreprises	7		

146 réponses exploitables

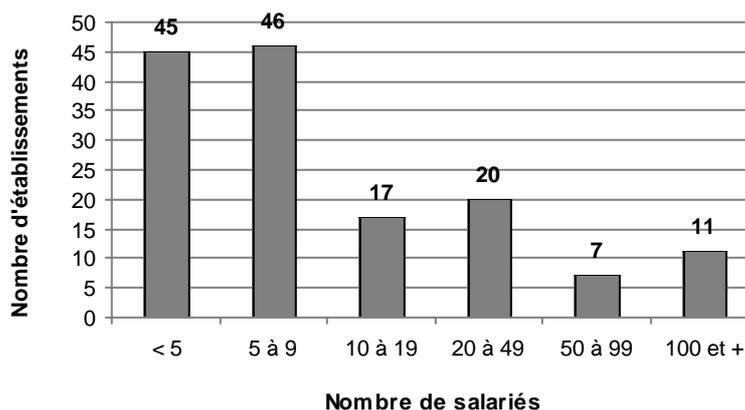
Répartition par activité

Le poids de chacune des activités (par grand secteur) reflète le choix initial qui a été opéré. Une large part a été donnée à l'industrie, qui semble être aujourd'hui le secteur le plus déstabilisé.



Répartition par taille

Répartition des réponses exploitables selon la taille des établissements



Les évolutions récentes

Plus de **2 entreprises sur 3 ont enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires** dans la période récente. Pour un peu plus d'une sur 10, le repli est important, proportion moins élevée que dans l'enquête précédente (mai). En revanche, les services apparaissent davantage touchés qu'au printemps, tandis que l'effritement serait plus modéré dans l'industrie.

La crise n'a **pas d'incidence** à l'heure actuelle pour **moins de 3 entreprises sur 10** tous secteurs confondus. La **construction** est plus épargnée (4 sur 10). C'est également l'activité pour laquelle les cas de **hausse du chiffre d'affaires** sont les plus nombreux en proportion (près de 2 sur 10). Globalement, c'est le cas pour moins d'un établissement sur 10.

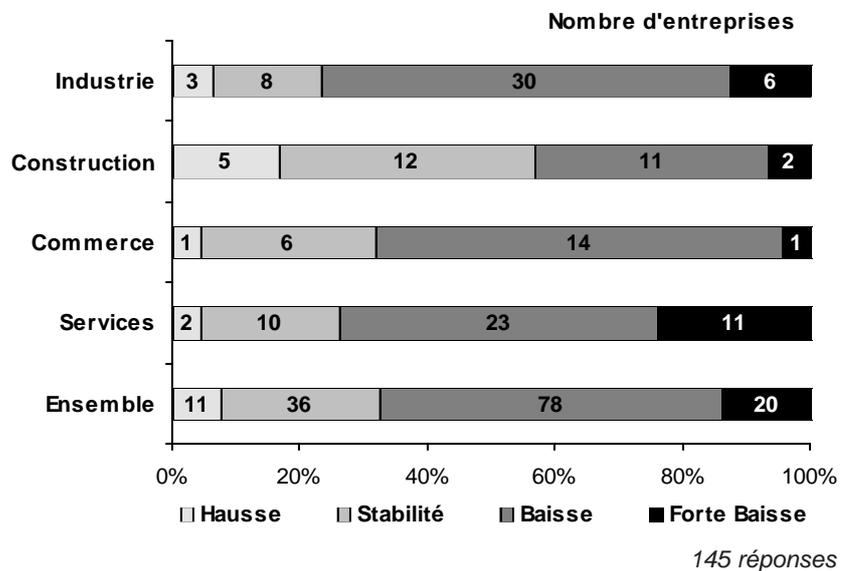
Comme en mai, on compte presque **autant d'entreprises ayant perdu des clients que de celles qui n'ont ressenti aucune incidence** en termes de parts de marché. Ce n'est pas le cas des services où la contraction est plus marquée (6 sur 10). La stabilité l'emporte très nettement dans le commerce et la construction.

Une entreprise sur 10 a au contraire accru sa clientèle (idem enquête mai) et même un peu plus dans l'industrie.

Contrairement à l'enquête précédente, aucun lien positif n'a pu être établi entre les gains de marchés et une politique active de R&D.

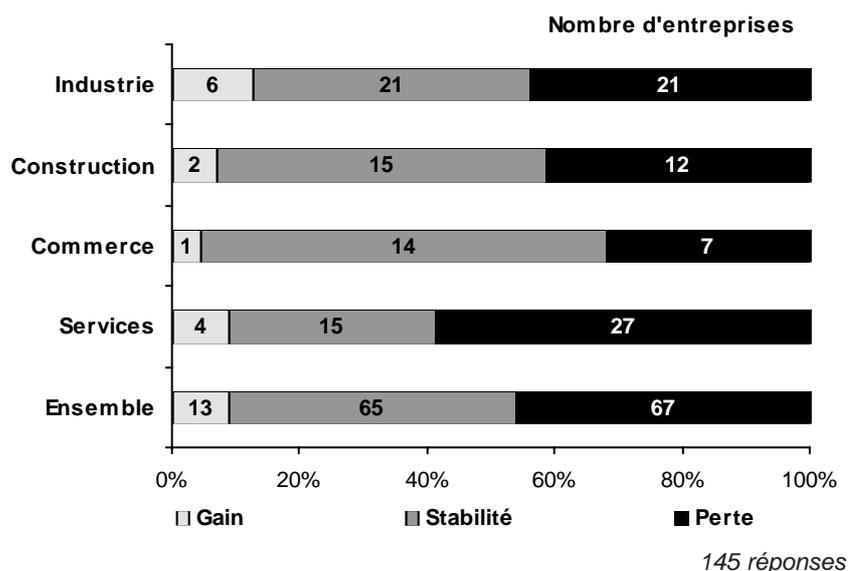
Contraction d'activité dans plus de 2 entreprises sur 3

Evolution des chiffres d'affaires au cours des 3 derniers mois



La moitié des établissements ont perdu des clients

Clients / marché : évolution récente

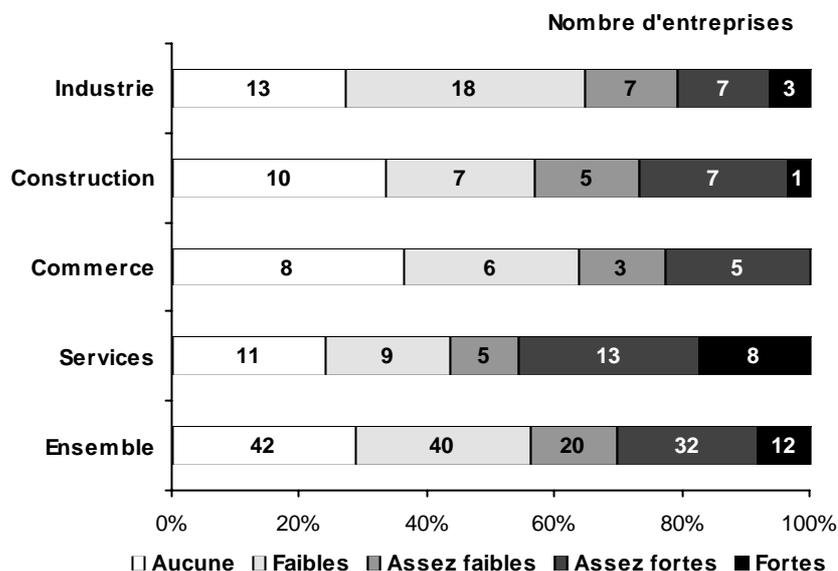


Dans **plus de la moitié des entreprises** ayant répondu à l'enquête, **l'impact de la crise en termes financiers est jugé faible ou inexistant**. Paradoxalement, l'industrie présente une proportion encore plus importante (2 sur 3), ce qui tranche nettement avec les résultats de mai.

A l'opposé, **3 établissements sur 10 sont confrontés à des difficultés sérieuses** (contre 2 sur 10 en mai). Il y a donc une **dégradation** au fil des mois qui concerne plus spécialement les **services** où les problèmes apparaissent inquiétants pour près de 2 responsables sur 10.

Des difficultés financières plus marquées dans les services

Difficultés financières : existence et intensité



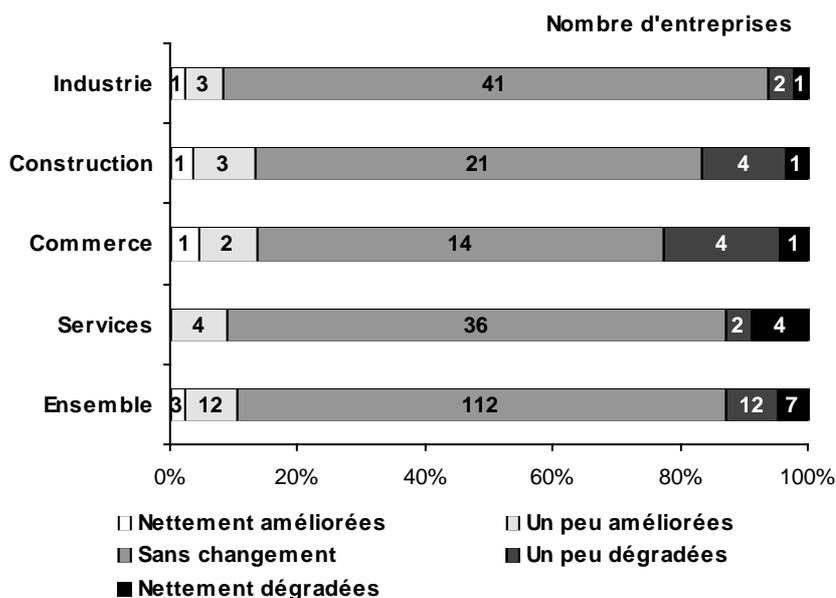
146 réponses

Dans l'ensemble, les **relations des entreprises avec les banques n'ont pas été modifiées** par les événements récents selon la très grande majorité des responsables (8 sur 10).

Elles se seraient cependant **dégradées dans un peu plus d'un cas sur 10**, davantage dans le commerce. Dans l'autre sens, des **améliorations** sont signalées par 1 entreprise sur 10.

Des relations quasiment inchangées avec les banques

Evolution récente des relations avec les banques



146 réponses

Très majoritairement (6 sur 10), les dirigeants n'ont **pas modifié** les **délais de paiement à leurs fournisseurs**.

Toutefois, un **raccourcissement** est signalé par **3 établissements sur 10** tous secteurs confondus, davantage dans la construction et le commerce (environ la moitié).

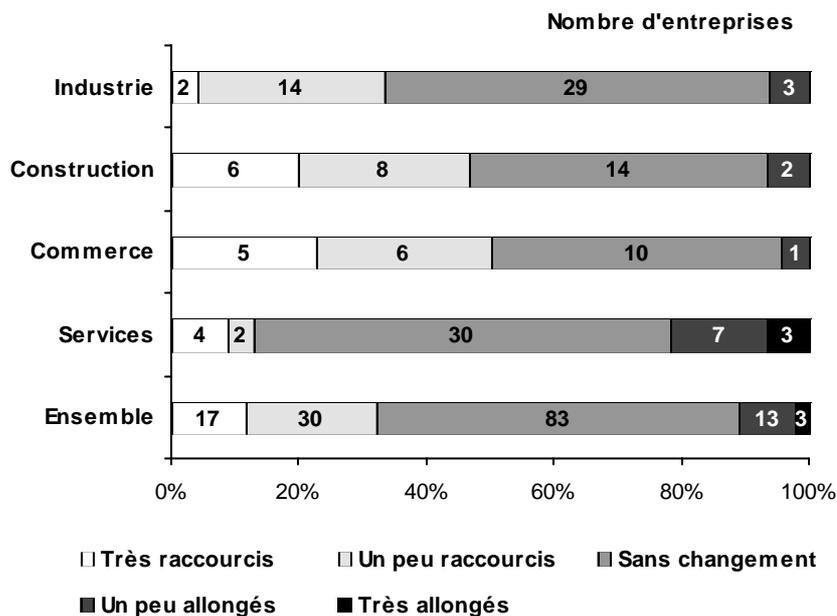
A contrario, **les services les ont allongés** dans 2 cas sur 10. Cette évolution concerne essentiellement des entreprises ayant fait état de difficultés financières.

La **moitié des entreprises** ont observé un **allongement** parfois important du **délaï de règlement des factures** de la part de leurs **clients**. Cette évolution est davantage sensible dans les services.

Les délais sont plus courts dans 1 cas sur 10 en moyenne. La construction est le secteur qui connaît le moins de changement en ce domaine.

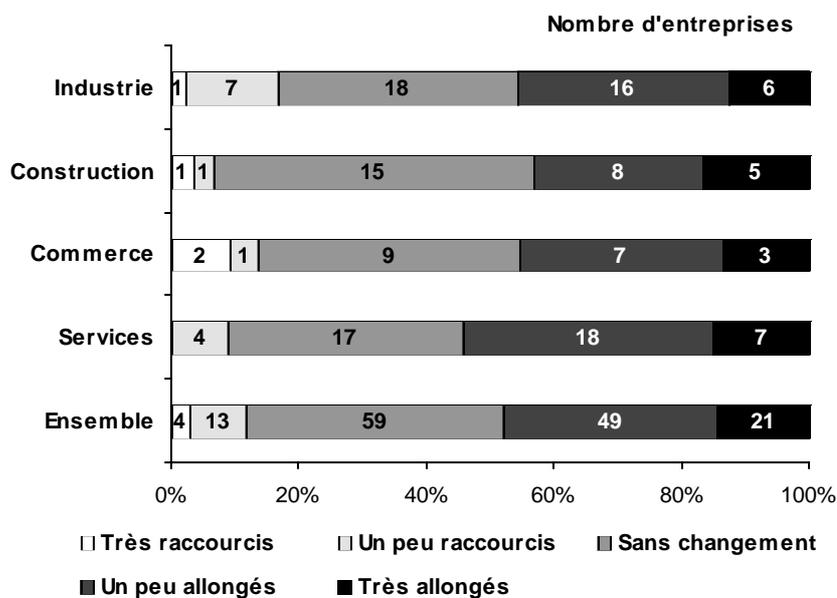
Une évolution modérée des délais de règlement...

...aux fournisseurs



146 réponses

des clients



146 réponses

26 entreprises (soit moins de 2 sur 10 parmi celles ayant répondu à l'enquête) ont une activité à l'exportation. La proportion est plus élevée dans l'industrie (4 sur 10). Compte tenu du très faible nombre de réponses dans les autres secteurs, l'analyse ne peut porter que sur cette activité.

Près de **la moitié des établissements industriels** exportateurs ont enregistré une **baisse** parfois sévère de leurs volumes de **vente à l'étranger**.

A noter que des gains ont été réalisés par 1 établissement sur 10 également.

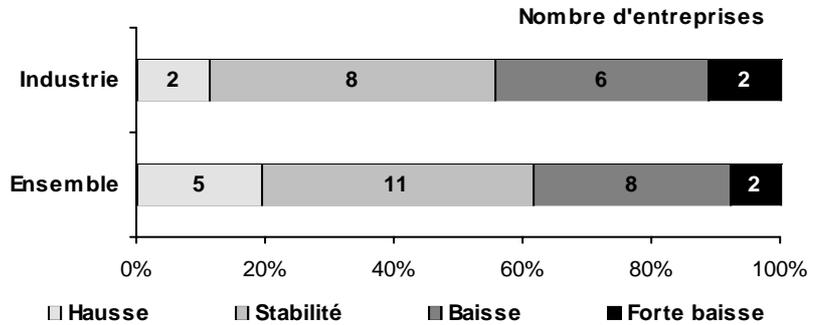
Dans **2 entreprises sur 3**, la conjoncture défavorable a conduit les dirigeants à **différer des investissements** (résultat identique à l'enquête de mai).

Dans les **services et l'industrie**, les décisions d'ajournement ont été plus fréquentes (7 sur 10). Elles ne concernent que la moitié des entreprises du commerce.

1. Précisons que la formulation de la question ne permet pas d'isoler les entreprises n'ayant pas au préalable de projets d'investissement et n'ont donc pas de report à effectuer.

Peu d'entreprises exportatrices parmi les répondants

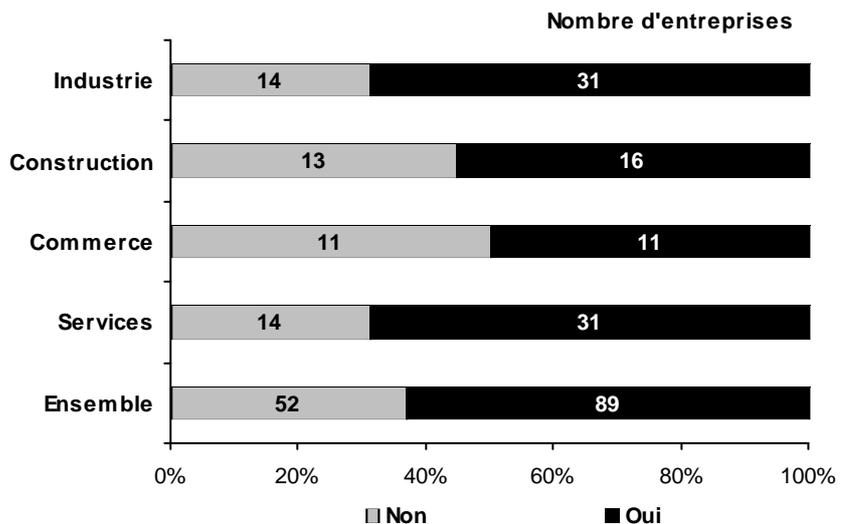
Evolution des exportations au cours des 3 derniers mois



26 entreprises concernées
Compte tenu du faible nombre de réponses dans les autres secteurs d'activité, seuls les résultats de l'industrie sont présentés

Des investissements différés dans l'industrie et les services

Décision de reporter des investissements¹



141 réponses

Les **effectifs permanents** ont été **réduits dans près d'une entreprise sur 4** (un peu plus qu'en mai) au cours de ces 3 derniers mois. La proportion est légèrement supérieure dans l'industrie et la construction.

La stabilité des effectifs demeure la situation la plus fréquente : elle concerne **7 établissements sur 10**, davantage encore dans les services (8 sur 10).

Les cas de renforcement des équipes sont surtout constatés dans l'industrie (plus d'un établissement sur 10).

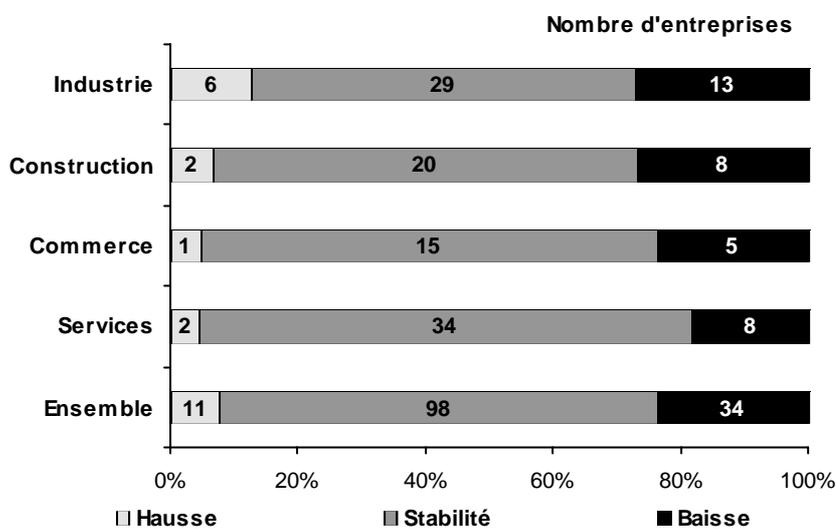
4 entreprises sur 10 ont eu recours récemment à des **salariés non permanents** (intérim et CDD), soit **deux fois plus** que lors de l'enquête précédente.

Ce **recours** est toutefois **moins intense** qu'auparavant dans **près de la moitié des cas** globalement (un peu plus dans l'industrie).

A l'inverse, une **augmentation** des effectifs d'appoint est constatée dans **3 établissements sur 10 de l'industrie et de la construction**. La stabilité l'emporte très largement dans le commerce de gros.

Les effectifs permanents en baisse dans près d'un quart des entreprises

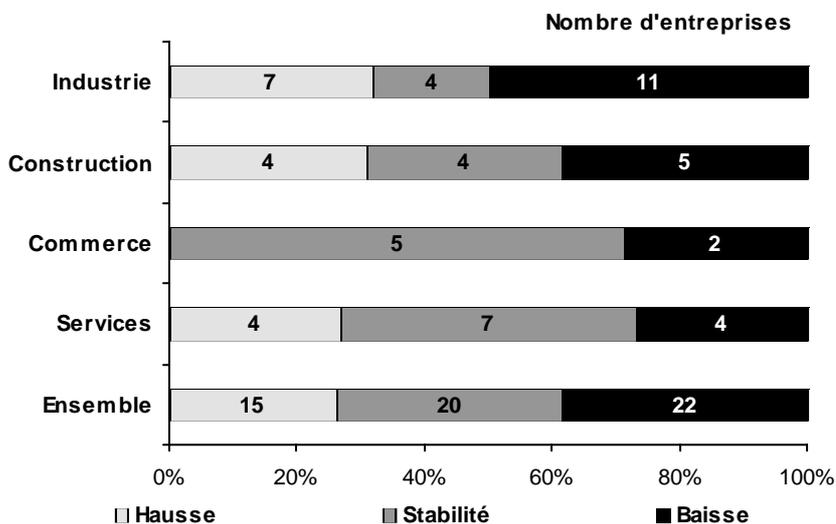
Evolution récente des effectifs permanents



143 réponses

Un recours aux salariés non permanents plus important qu'au printemps

Evolution récente des effectifs non permanents

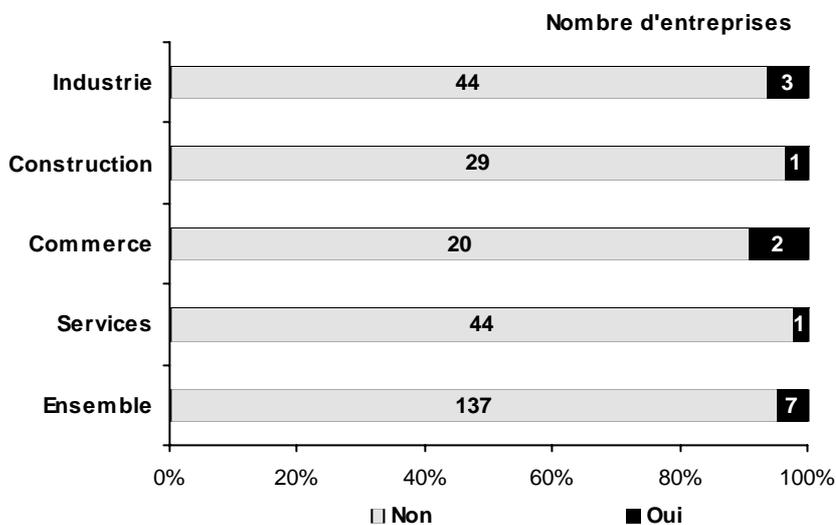


57 entreprises concernées

7 entreprises parmi celles ayant répondu à l'enquête **ont recouru au chômage partiel**, soit une sur 20. Elles se répartissent entre les quatre grands secteurs d'activité et dans toutes les tranches d'effectif.

Les mesures de chômage partiel rarement mises en œuvre par les répondants

Recours au chômage partiel

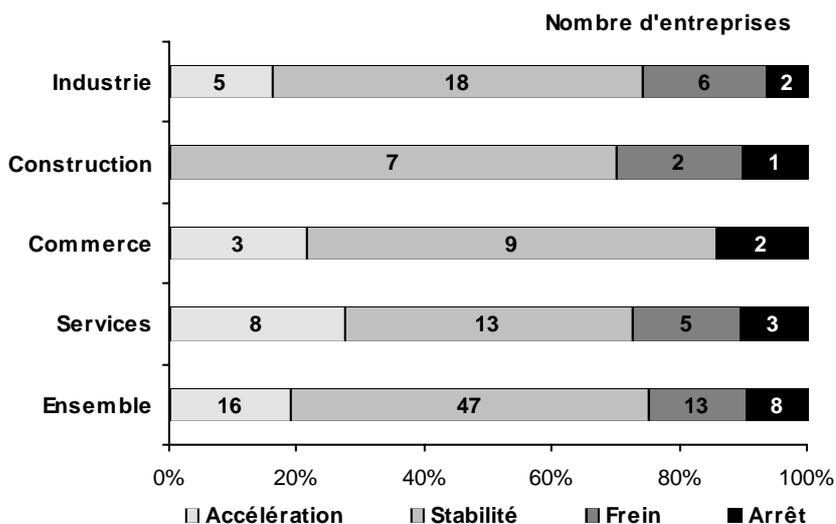


144 réponses

84 entreprises de l'échantillon recueilli en septembre ont une **politique active d'innovation ou de recherche et développement**. L'impact de la crise est plus marqué qu'en mai. Des décisions de **ralentissement, voire d'arrêt de ces activités** ont été prises dans **1 établissement sur 4**. A l'inverse, un **effort supplémentaire** est fourni dans environ **2 entreprises sur 10**, davantage encore dans les services. La ligne de conduite a été plus rarement modifiée dans le commerce de gros et la construction. C'est globalement le cas pour une grande moitié des répondants concernés.

Les politiques d'innovation un peu plus impactées qu'au printemps

Impact sur les activités de R&D, innovation, développement de nouveaux produits ou services



84 entreprises concernées

Les prévisions pour les prochains mois

Des prévisions d'activité encore moroses dans l'industrie, meilleures dans la construction

Les **carnets de commande à 3 mois** sont jugés **inquiétants** par **un peu moins de la moitié des dirigeants** tous secteurs confondus. C'est la question pour laquelle les **divergences entre activités** sont les plus **marquées** : carnets étoffés pour 9 entreprises sur 10 dans la construction, tandis que les **2/3 des industriels les jugent alarmants** ; les réponses sont équilibrées dans les services.

Dans la conjoncture actuelle plus encore qu'auparavant, les chefs d'entreprise n'ont de visibilité qu'à très court terme. En effet, les **carnets de commande à 6 mois inquiètent 7 responsables sur 10** parmi ceux qui ont émis une opinion. Près de 2 sur 10 ne se sont pas prononcés.

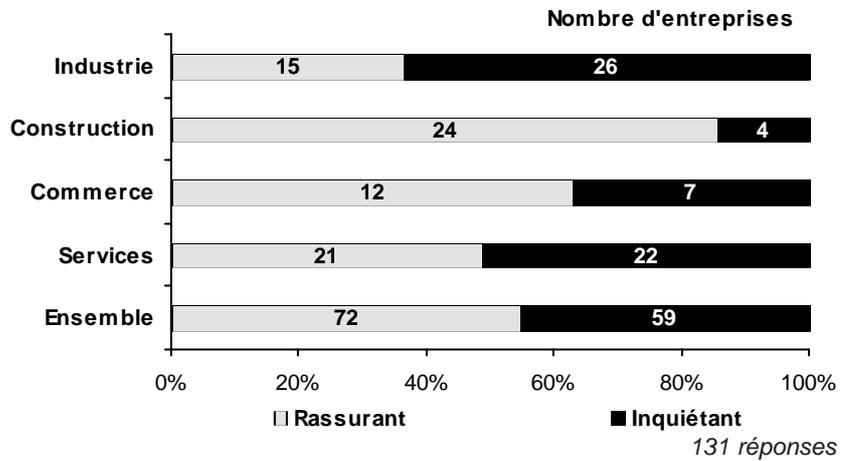
Faisant écho aux inquiétudes sur le niveau des carnets de commande, de nombreux responsables (4 sur 10) s'attendent à une **contraction** de leur volume d'affaires.

Plus rares (**moins de 2 sur 10**) sont ceux qui **anticipent une augmentation** .

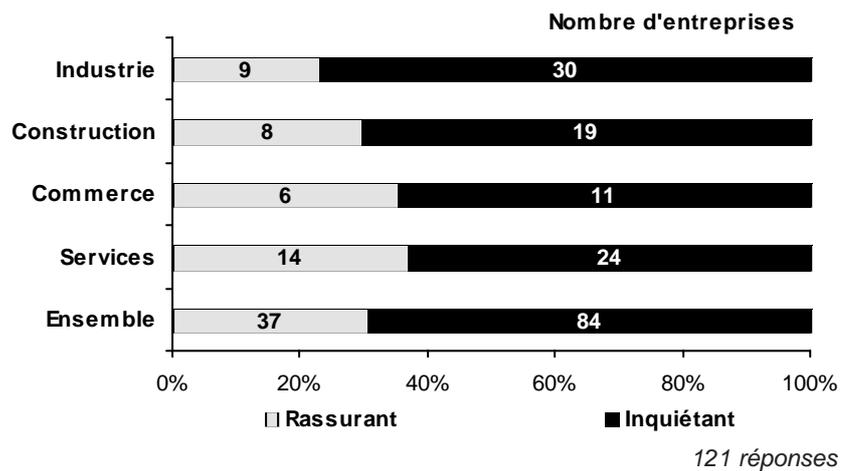
Là encore les **perspectives sont très dissemblables selon les secteurs** : repli dans l'industrie (1 établissement sur 2), stabilité majoritaire dans la construction, cas de hausse plus fréquents en proportion dans les services et le commerce (au moins 1 entreprise sur 5).

Prévisions du carnet de commande...

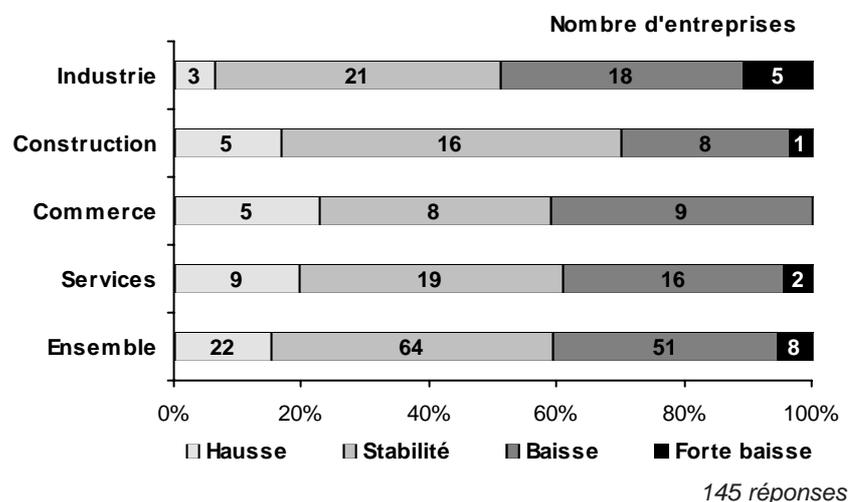
...à 3 mois



...à 6 mois



Prévisions d'évolution de l'activité



Les **effectifs permanents** devraient a priori être **maintenus à leur niveau actuel dans 8 entreprises sur 10** en moyenne, davantage encore dans le commerce de gros.

Ils pourraient **se réduire dans moins de 2 entreprises sur 10**, proportion légèrement inférieure à celle enregistrée en mai.

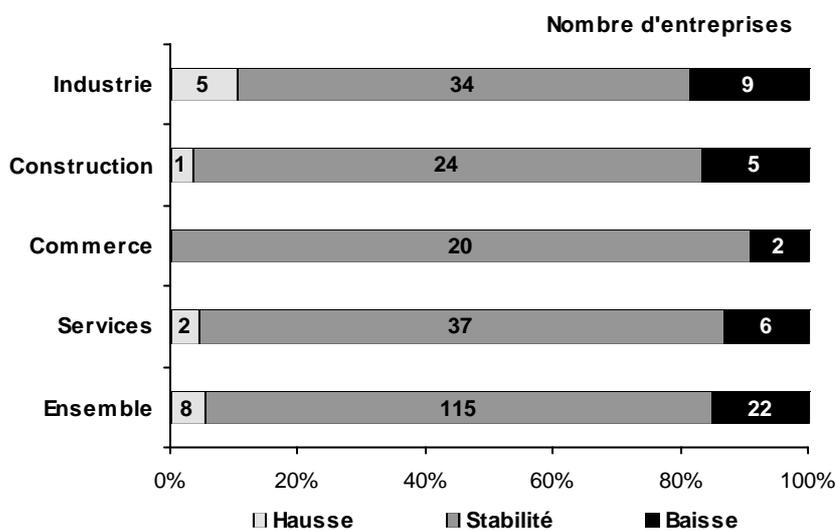
La possibilité d'une **augmentation** n'est que **très rarement citée**, mais elle est cependant envisagée par 1 établissement industriel sur 10.

La faible visibilité des chefs d'entreprise en matière d'évolution de l'activité semble peser sur leurs **prévisions, à la baisse, en termes de personnel temporaire**. Cela contraste avec le sursaut observé récemment en ce domaine (voir p. 7).

On notera toutefois des **intentions d'embauche** dans un tiers des entreprises de **services** et 2 sur 10 pour celles du **commerce de gros**.

Le maintien des effectifs permanents toujours d'actualité

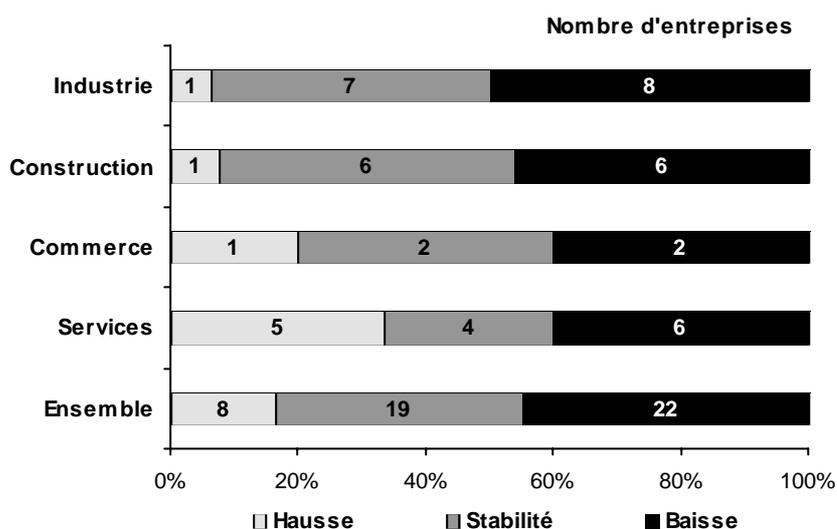
Prévisions des effectifs permanents



145 réponses

Vers moins de personnel temporaire ?

Prévisions des effectifs non permanents



49 entreprises concernées

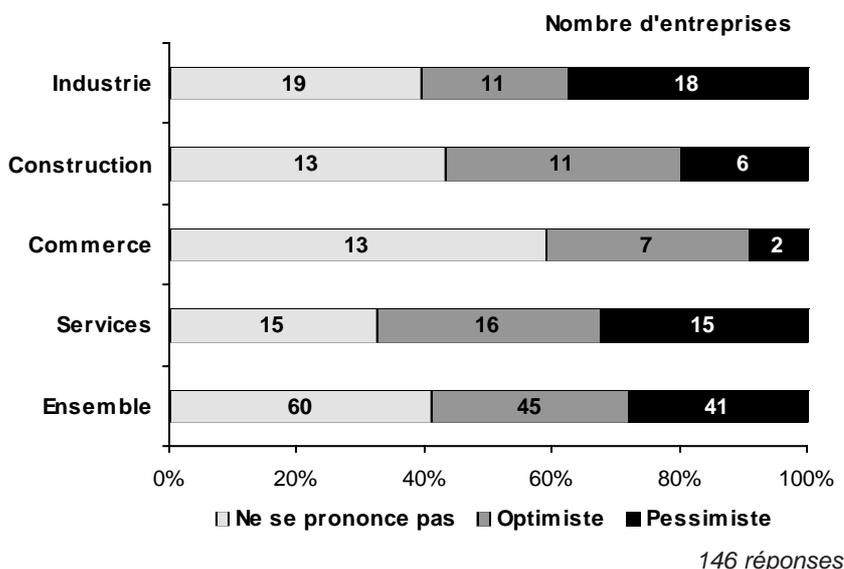
Pessimisme persistant dans l'industrie, mais beaucoup d'expectative

Les responsables apparaissent **très partagés** sur l'évolution globale de l'économie au cours des prochaines semaines. **4 sur 10 ne se prononcent pas** (6 sur 10 dans le commerce de gros). Parmi les autres, on compte **un peu plus d'optimistes que de pessimistes**, en particulier dans la construction et le commerce. Le **pessimisme l'emporte toujours dans l'industrie**.

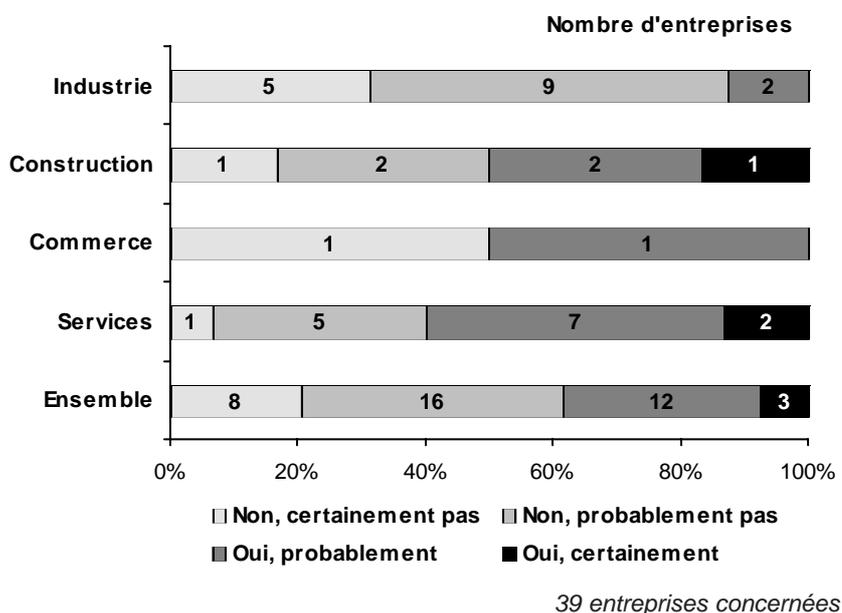
Par rapport à l'enquête précédente, les résultats selon la **taille** sont quasiment inversés. Les **plus pessimistes** se retrouvent parmi les **établissements de grande taille** (1 sur 2), les plus confiants apparaissant dans les entreprises comptant entre 10 et 19 salariés (1 sur 3).

Une quinzaine de dirigeants craignent pour la pérennité de leur entreprise, dont 9 dans les services et 2 dans l'industrie.

Sentiment général des dirigeants



Menaces sur la pérennité de l'entreprise



Directeur de la publication : Alain QUILLOUT - Edition électronique

Dépôt légal à parution - ISSN 1625-4627

Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher - 1 avenue de la Butte - 41000 BLOIS
Tél : 02.54.42.39.72 • Fax : 02.54.42.42.02 - www.observatoire41.com - E-mail : infos@observatoire41.com